

Forum européen d'Alpbach  
Débats politiques 2005

Contribution à la table ronde:

**"L'Europe a-t-elle une identité commune?  
Fondements d'une conscience européenne"**

"Valeurs communes dans la diversité culturelle,  
base d'une identité européenne"

Mesdames et Messieurs,

Nous nous penchons ici sur un sujet d'importance, peut-être le sujet capital en ce qui concerne l'avenir de l'Europe.

Or, nous disposons de peu de temps pour engager un débat approfondi.

Je voudrais dès lors esquisser, aussi brièvement que possible, les points qui me paraissent les plus importants, et j'espère que nous pourrons encore en débattre tout à l'heure.

Je commencerai par définir ce que j'entends ici par "Europe": Il est à mes yeux indispensable de préciser clairement que l'"identité européenne" dont nous parlons ici ne peut être que celle de l'Union européenne qui compte actuellement 25 États membres.

Il convient maintenant de se demander ce qu'il faut que entendre par identité:

Nous devrions, ou plutôt nous devons, tout d'abord préciser que l'identité, dans le contexte de notre discussion, n'est ni un critère de délimitation ni un état, mais plutôt la **"fidélité à soi-même dans le changement"**.

Pour moi, l'identité européenne englobe différents critères identitaires parfois divergents qui ne s'excluent pas mutuellement et peuvent même se compléter. J'estime en outre que **l'identité européenne est un processus**. Ainsi seulement peut-elle correspondre à l'idée européenne, qui est, avec toutes ses facettes, un projet pour une meilleure communauté politique et, partant, pour une société meilleure.

La question suivante est: de quelle identité parlons-nous en réalité? Existe-t-il une identité politique, sociale, culturelle, existe-t-il une identité individuelle et collective?

Notre discussion porte sur l'identité de l'Union européenne et sur la question de savoir si l'UE est à même de susciter auprès des habitants de l'Europe un sentiment d'identité, une "conscience citoyenne européenne". C'est pourquoi l'identité devrait d'abord se construire dans le cadre d'une action politique, et l'"identité européenne" ne peut être avant tout qu'une **identité politique**.

À ma connaissance, les débats se sont jusqu'à présent concentrés presque exclusivement sur l'identité politique; j'estime toutefois que, dans le contexte du débat sur l'Europe, les limites de l'identité culturelle sont floues.

Si l'on envisage la culture comme un système d'orientation des valeurs qui revêtent une importance pour les membres d'une société, ou, plus simplement encore, comme l'adhésion à des valeurs communes, on constate que le concept de "culture" implique toujours en soi une "unité", que cela soit une communauté de langue, d'héritage, de systèmes d'éducation ou d'intérêts. Dans ces domaines, la culture crée une identité collective et génère par elle-même des réalités sociales. La culture caractérise l'état d'une communauté sociale. Et un système politique qui ne parvient pas à devenir partie intégrante des valeurs de ses membres est condamné à rester fragile.

À mon sens, il est indispensable que l'identité culturelle soit intégrée au concept d'identité européenne, étant donné qu'elle n'est absolument pas en contradiction avec la diversité culturelle de l'Europe, et qu'elle en tire au contraire quelques éléments essentiels.

Chacun peut être Européen quelle que soit son appartenance ethnique, nationale, religieuse ou culturelle; ce qui importe cependant, c'est la manière dont on appréhende tel ou tel type d'appartenance.

L'identité européenne est dès lors et peut-être même surtout une culture politique de l'attitude relative à ces appartenances individuelles.

Mesdames et Messieurs, à la question de savoir s'il existe une identité européenne, je répondrais personnellement par un "oui" hésitant, ou par un "pas encore". À mes yeux, l'"identité européenne" reste une construction intellectuelle, une vision, pour diverses raisons encore absente de la réalité vécue et dont le processus de création ne fait que débiter très lentement. L'identité européenne n'existe que pour un cercle encore bien trop étroit d'Européens convaincus; pour qu'elle prenne corps, il faudra toutefois une participation maximale des citoyens européens, et ce uniquement sous certaines conditions.

Nous sommes dès lors confrontés, à mon sens, à un double problème:

1. un problème de communication; et
2. un problème de motivation.

Examinons d'abord le **problème de communication**: si nous ne parvenons pas à engager avec les citoyens européens un dialogue constant sur tout ce qui nous touche en Europe et à propos de l'Europe, toutes les autres initiatives visant à créer une identité européenne en seront gravement fragilisées.

La communication n'est rien d'autre qu'un discours interactif, un échange d'informations réciproque ayant pour objectif de créer une identité de concepts. Cette identité de concepts constitue pour moi un point essentiel: ce n'est que lorsque tous les participants seront convaincus qu'ils partagent une même conception de l'identité européenne que l'on pourra faire progresser le processus de communication et en susciter l'acceptation.

Vient ensuite la **motivation**: tant que tout un chacun ne sera pas persuadé qu'il vaut la peine pour lui de se sentir européen et d'agir en Européen, l'"identité européenne" ne représentera pour lui aucun intérêt. L'Europe du futur ne doit pas seulement exister dans l'esprit de ses citoyens, elle doit également vivre dans leur cœur!

Mesdames et Messieurs, quels sont aujourd'hui les éléments qui contribuent déjà à l'identité européenne?

L'euro, monnaie unique, nos passeports à l'apparence semblable, les plaques d'immatriculation européennes sur les véhicules, ainsi que le drapeau et l'hymne européens constituent indubitablement des facteurs d'identification évidents.

De manière moins manifeste, la **stratégie de Lisbonne** par exemple pourrait être un moyen exceptionnel de fonder une identité européenne. Elle qui fait référence à la société de la connaissance et à la durabilité peut devenir un instrument capital pour la construction d'une identité européenne. Car cette stratégie est au plus profond une vision de la société européenne! Jusqu'à présent, nous ne sommes malheureusement pas parvenus à étendre ce concept aux citoyens en les y associant et à les impliquer dans le processus.

Si l'on veut bâtir chez les Européens un "**sentiment d'appartenance**", une identité européenne, une conscience européenne, il est essentiel de créer une **opinion publique européenne**, qui devrait à mes yeux être non pas supranationale, mais transnationale. Il conviendrait dès lors de parler, plutôt que d'"opinion publique européenne", d'une **opinion publique** politique **pour l'Europe**, soutenue à tous les échelons et dans de nombreux domaines avec une participation maximale des personnes concernées. Outre les communicateurs professionnels que sont au sens large les médias et les politiques, c'est la société civile, et en particulier la société civile organisée, qui est appelée à jouer un rôle clé en la matière. Ces acteurs évoluant entre les citoyens et l'État vivent de leur proximité avec les citoyens, représentent des intérêts chers aux citoyens, tout en se sentant tenus d'agir pour le bien de tous. Le processus interne qui les amène à former leurs opinions est caractérisé par la pluralité, des divergences de vues et des tensions. Les acteurs de la société civile organisée sont incontournables, à la fois en tant que communicateurs et bâtisseurs de l'identité européenne.

Mesdames et Messieurs, je voudrais terminer par une touche quasiment "personnelle":

J'exerce, depuis octobre de l'année dernière, les fonctions de Présidente, élue pour un mandat de 2 ans, du Comité économique et social européen, instauré dès 1957 par le traité de Rome en tant que représentant institutionnel des grands acteurs sociaux et économiques de la société civile organisée. Le CESE a connu ces dernières années une évolution notable, d'organe purement consultatif il est devenu un acteur important de la participation des citoyens. La Commission européenne reconnaît notre rôle d'intermédiaire et nous a chargés d'organiser, afin d'appuyer sa stratégie de communication, un forum des parties prenantes de la société civile. Ainsi serons-nous avant tout à l'écoute, dans le respect de la méthode du forum ouvert utilisée, c'est-à-dire sans contenu préétabli; nous inviterons les participants à nous dire quels sont les thèmes qu'ils souhaitent aborder, en d'autres termes, quelle Europe ils veulent ou ne veulent pas, ce qu'ils attendent de l'Europe et ce qu'ils en disent, ce qu'ils veulent eux-mêmes apporter à une telle Europe. Cette manifestation est une expérience qui, indubitablement, ne va pas sans un certain risque. Je pense cependant que cette initiative sera très fructueuse. En effet, si l'on veut pouvoir amener les sceptiques, peut-être pas immédiatement à s'enthousiasmer pour l'Europe et pour l'Union, mais tout du moins à s'y intéresser, il est essentiel de leur donner le sentiment qu'ils sont écoutés et qu'ils peuvent prendre part au processus politique de formation des opinions et de prise de décision. Cet événement, qui se tiendra au mois de novembre, devrait constituer un premier pas public dans cette direction. Je souhaiterais que nous puissions également organiser de telles manifestations dans les États membres.

Je vous aurais volontiers présenté encore bien d'autres réflexions sur ce sujet qui me tient tant à cœur, mais je sais combien notre temps est limité et surtout combien la discussion qui va suivre peut être importante.

Je vous remercie de votre attention.